

**MISE A JOUR DES STATUTS DE L'ASSOCIATION S'EPANOUIR AU PAYS NATAL, PAR  
APPLICATION DE LA LOI N° 2014-856 DU 31 JUILLET 2014 RELATIVE A L'ECONOMIE  
SOCIALE ET SOLIDAIRE AINSI QUE SES DECRETS D'APPLICATION.**

---

**ARTICLE PREMIER – NOM**

« Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ainsi que ses décrets d'application, ayant pour titre : S'Epanouir au Pays Natal (EPN) ».

Par rapport à la version des Statuts approuvée le 27 Février 2020, l'article premier est modifié et se lit désormais :

« Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ainsi que ses décrets d'application, ayant pour titre : Association S'Epanouir au Pays Natal (AEPN) ».

**ARTICLE 2 – BUT OBJET**

« L'Association a pour objet de sensibiliser le public français sur la situation environnementale au Sénégal et participer au développement local dans la Région de la Casamance ».

Par rapport à la version des Statuts approuvée le 27 Février 2020, l'article 2 est modifié et se lit désormais :

« L'Association a pour objet de sensibiliser le public français sur la situation environnementale au Sénégal et participer au développement local dans le village de Mballig, Département de Mbour, Région de Thiès ».

**ARTICLE 3 – SIEGE SOCIALE**

« Le siège social est fixé au 425 Cours Emile Zola, 69100 Villeurbanne.

Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ».

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 4 – DUREE**

« La durée de l'association est illimitée ».

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 5 – COMPOSITION**

« L'association se compose de membres actifs ou adhérents ».

Cet article demeure inchangé.

**MISE A JOUR DES STATUTS DE L'ASSOCIATION S'EPANOUIR AU PAYS NATAL, PAR  
APPLICATION DE LA LOI N 2014-856 DU 31 JUILLET 2014 RELATIVE A L'ECONOMIE  
SOCIALE ET SOLIDAIRE AINSI QUE SES DECRETS D'APPLICATION.**

---

**ARTICLE 6 – ADMISSION**

« Pour faire partie de l'association, il faut être agréé par le conseil d'administration, qui statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admission présentées ».

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 7 – MEMBRES - COTISATIONS**

« Sont membres actifs ceux qui ont pris l'engagement de verser annuellement une somme de 10 € (dix Euros) à titre de cotisation.

Sont membres d'honneur ceux qui ont rendu des services signalés à l'association ; ils sont dispensés de cotisations ».

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 8 – RADIATIONS**

« La qualité de membre se perd par :

- a) La démission ;
- b) Le décès ;
- c) La radiation prononcée par le conseil d'administration pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave, l'intéressé ayant été invité par lettre recommandée à fournir des explications devant le bureau et/ou par écrit ».

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 9 – AFFILIATION**

« La présente association peut être affiliée aux Associations partageant les mêmes buts et elle se conformera aux statuts et au règlement intérieur de cette fédération (nom, logo, etc.). Elle peut par ailleurs adhérer à d'autres associations, unions ou groupements par décision du conseil d'administration ».

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 10 – RESSOURCES**

« Les ressources de l'association comprennent :

- 1° Le montant des droits d'entrée et ses cotisations ;
- 2° Les subventions de l'Etat, des départements et des communes ;
- 3° Les subventions des Fondations, des entreprises privées ;
- 4° Toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur. »

Par rapport à la version des Statuts approuvée le 27 Février 2020, l'article 10 est modifié et se lit désormais :



**MISE A JOUR DES STATUTS DE L'ASSOCIATION S'EPANOUIR AU PAYS NATAL, PAR  
APPLICATION DE LA LOI N 2014-856 DU 31 JUILLET 2014 RELATIVE A L'ECONOMIE  
SOCIALE ET SOLIDAIRE AINSI QUE SES DECRETS D'APPLICATION.**

---

**ARTICLE 10 – RESSOURCES**

Les ressources de l'association comprennent :

- 1° Le montant des droits d'entrée et ses cotisations ;
- 2° Les subventions de l'Etat, des départements et des communes ;
- 3° Les subventions des Fondations, des entreprises privées ;
- 4° Toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.
- 5° Vente d'actifs non nécessaires aux buts et aux activités de l'association.

**ARTICLE 11 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

« L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association à quelque titre qu'ils soient. Elle se réunit chaque année au mois de Mars.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour figure sur les convocations.

Le président, assisté des membres du conseil d'administration, préside l'assemblée et fait un rapport moral et d'orientation qui fixe les priorités à venir et un rapport d'activités qui fait état de ce qui a été fait.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) à l'approbation de l'assemblée.

L'assemblée générale fixe le montant des cotisations annuelles et du droit d'entrée à verser par les différentes catégories de membres.

Ne peuvent être abordés que les points inscrits à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au renouvellement des membres sortants du conseil.

L'assemblée générale élit les membres du Conseil d'administration.

Les décisions des assemblées générales s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés ».

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 12 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

« Si besoin est, ou sur demande de la moitié plus un des membres inscrits, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les modalités prévues aux présents statuts et uniquement pour modifier des statuts ou la dissolution ou pour des actes portant sur des immeubles.

Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'assemblée générale ordinaire.

**MISE A JOUR DES STATUTS DE L'ASSOCIATION S'EPANOUIR AU PAYS NATAL, PAR  
APPLICATION DE LA LOI N° 2014-856 DU 31 JUILLET 2014 RELATIVE A L'ECONOMIE  
SOCIALE ET SOLIDAIRE AINSI QUE SES DECRETS D'APPLICATION.**

---

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou des suffrages exprimés. »

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 13 – CONSEIL D'ADMINISTRATION**

« L'association est dirigée par un conseil de 5 membres, élus pour 2 années par l'assemblée générale. Les membres sont rééligibles.

Le conseil étant renouvelé chaque année par moitié, la première année, les membres sortants sont désignés par tirage au sort.

En cas de vacances, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'expiration du mandat des membres remplacés.

Le conseil délègue ses pouvoirs de gestion, d'administration interne, de représentation et de signatures d'actes au Président.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les six mois, sur convocation du président, ou à la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Tout membre du conseil, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives sera considéré comme démissionnaire ».

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 14 – LE BUREAU**

« Le conseil d'administration élit parmi ses membres, un bureau composé de :

- 1) Un président
- 2) Un vice-président ;
- 3) Un secrétaire ;
- 4) Un trésorier ».

Par rapport à la version des Statuts approuvée le 27 Février 2020, l'article 14 est modifié et se lit désormais :

« Le conseil d'administration élit parmi ses membres, un bureau composé de :

- 1) Un président
- 2) Un secrétaire ;
- 3) Un trésorier ».





**MISE A JOUR DES STATUTS DE L'ASSOCIATION S'EPANOUIR AU PAYS NATAL, PAR  
APPLICATION DE LA LOI N 2014-856 DU 31 JUILLET 2014 RELATIVE A L'ECONOMIE  
SOCIALE ET SOLIDAIRE AINSI QUE SES DECRETS D'APPLICATION.**

---

**ARTICLE 15 – INDEMNITES**

« Toutes les fonctions, y compris celles des membres du conseil d'administration et du bureau, sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat sont remboursés sur justificatifs. Le rapport financier présenté à l'assemblée générale ordinaire présente, par bénéficiaire, les remboursements de frais de mission, de déplacement ou de représentation. »

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 16 – REGLEMENT INTERIEUR**

« Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration, qui le fait alors approuver par l'assemblée générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association. »

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 17 – DISSOLUTION**

« En cas de dissolution prononcée selon les modalités prévues à l'article 12, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés, et l'actif net, s'il y a lieu, est dévolu à un organisme ayant un but non lucratif ou à une association ayant des buts similaires conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire qui statue sur la dissolution. L'actif ne peut être dévolu à un membre de l'association, même partiellement, sauf reprise d'un apport ».

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 18 – LIBERALITES**

« Le rapport et les comptes annuels, tels que définis à l'article 11 (y compris ceux des comités locaux) sont adressés chaque année au Préfet du Département.

L'association s'engage à présenter ses registres et pièces de comptabilité sur toute réquisition des autorités administratives en ce qui concerne l'emploi des libéralités qu'elle serait autorisée à recevoir, à laisser visiter ses établissements par les représentants de ces autorités compétentes et à leur rendre compte du fonctionnement des dits établissements ».

Cet article demeure inchangé.

**ARTICLE 19 – EXERCICE SOCIAL**

« L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année ».

**MISE A JOUR DES STATUTS DE L'ASSOCIATION S'EPANOUIR AU PAYS NATAL, PAR  
APPLICATION DE LA LOI N 2014-856 DU 31 JUILLET 2014 RELATIVE A L'ECONOMIE  
SOCIALE ET SOLIDAIRE AINSI QUE SES DECRETS D'APPLICATION.**

---

Cet article demeure inchangé.

Fait à Villeurbanne, le 1<sup>er</sup> Mars 2025.

Signature des membres du Bureau

Le Président pour les Membres du Bureau  
G. A. D. Djalo'